

Informationsblat

N°112 -2012

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem



Commune de Sanem



Inhaltsverzeichnis

3	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 4 mai 2012
20	Gemeinderatssitzung Sanem vom 4. Mai 2012 Neue „Maison Relais“-Struktur in Beles-Metzerlach
26	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi, 21 mai 2012
29	Gemeinderatssitzung Sanem vom 21. Mai 2012 Gemeng Suessem Hölleft asbl unterstützt Schulen auf den Kapverden

Impressum

Editeur responsable:	Administration Communale de Sanem B.p. 74 L-4401 Belvaux Tél. (00352) 59 30 75 - 1 Fax (00352) 59 30 75 - 67 e-mail mail.commune@sanem.lu www.sanem.lu
Conception et réalisation:	F' C R E A T I O N S
Textes et photos:	Secrétariat communal



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 4 mai 2012

date de l'annonce publique: 27 avril 2012
date de la convocation des conseillers: 27 avril 2012
début: 14h30
fin: 18h00

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Rings Robert, M. Schlessner Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, M. Urbany Serge M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

néant

Premier votant:

Mme Tornambé-Duchamp Nadine

M. Urbany Serge n'a pas pris part au vote des points 1 à 26.

Mme Morgenthaler Nathalie et M. Rings Robert n'ont pas pris part au vote du point 32.

M. Engel Georges n'a pas pris part au vote du point 33.

M. Schlessner Jean-Pierre n'a pas pris part au vote des points 51 et 52.



Ordre du jour

1. Correspondance et Informations
2. Approbation des rapports des séances du 1^{er} avril, 6 mai, 20 juin, 22 juillet, 29 novembre, 12 décembre, 16 décembre 2011 et du 10 février et 23 mars 2012.

Vote unanime





PROJETS

3. Nouveau foyer scolaire au Metzerlach (Chemin Rouge) à Belvaux. Devis définitif détaillé: 3.500.000,- € (article budgétaire: 4/0613/2123/012)

Vote unanime

4. Remplacement de 3 coupoles au hall de tennis à Soleuvre. Devis définitif détaillé: 170.000,- € et modification budgétaire: 10.000,- € (article budgétaire: 4/0833/2123/021)

Vote unanime

5. Réaménagement du terrain Agility à Sanem ainsi que l'approvisionnement en eau et électricité. Devis définitif détaillé: 170.000,- € et modification budgétaire: 40.000,- € (article budgétaire: 4/0832/2163/003)

Vote unanime

6. Réaménagement de la clôture terrain de football FC The Belval et aménagement d'un chemin piéton entre la rue de la Poste et la rue du Stade à Belvaux. Devis définitif détaillé: 120.000,- € (article budgétaire: 4/0832/2163/002)

Vote unanime

7. Acquisition de serrures électriques SALTO pour les différentes écoles. Devis définitif détaillé: 60.000,- € (article budgétaire: 4/0420/2123/053)

Vote unanime

8. Remplacement de l'installation détection incendie des bâtiments du service technique, rue de l'Usine à Belvaux. Devis définitif détaillé: 35.000,- € (article budgétaire: 4/0134/2123/021)

Vote unanime

9. Acquisition d'une voiture de service électrique pour les besoins de l'administration communale. Devis définitif détaillé: 27.000,- € (article budgétaire: 4/0190/2231/001)

Vote unanime

10. Mise en place d'installations détection incendie et alarme intrusion à l'école Soleuvre Centre. Devis définitif détaillé: 25.000,- € (article budgétaire: 4/0420/2123/047)

Vote unanime

11. Remplacement de l'installation détection incendie à l'école Soleuvre 2000. Devis définitif détaillé: 22.000,- € (article budgétaire: 4/0420/2123/046)

Vote unanime

12. Remplacement du système de régulation du hall de tennis à Soleuvre. Devis définitif détaillé: 22.000,- € et modification budgétaire: 1.000,- € (article budgétaire: 4/0833/2123/019)

Vote unanime

13. Renouvellement de la chape et du revêtement des deux salles de classe de l'école maternelle Scheierhaff à Soleuvre. Devis définitif détaillé: 21.000,- € et modification budgétaire: 9.000,- € (article budgétaire: 4/0420/2123/049)

Vote unanime

14. Acquisition de matériel pour festivités. Devis définitif détaillé: 20.000,- € (article budgétaire: 4/0800/2251/002)

Vote unanime

15. Renouvellement de la chape et pose d'un carrelage au Jugendtreff à Sanem. Devis définitif détaillé: 19.000,- € et modification budgétaire: - 1.000,- € (article budgétaire: 4/0632/2123/006)

Vote unanime

16. Remplacement des portes d'entrée de la nouvelle école à Sanem. Devis définitif détaillé: 13.000,- € et modification budgétaire: - 7.000,- € (article budgétaire: 4/0420/2123/051)

Vote unanime

17. Remplacement du revêtement des sols au rez-de-jardin de la maison relais Kannerbuerg à Soleuvre. Devis définitif détaillé: 13.000,- € et modification budgétaire: 1.000,- € (article budgétaire: 4/0631/2123/003)

Vote unanime

18. Acquisition d'une nacelle à mât vertical pour les services de régie. Devis définitif détaillé: 13.000,- € (article budgétaire: 4/1212/2231/001)

Vote unanime

19. Acquisition de nouveaux garde-corps à la maison relais Scheierhaff à Soleuvre. Devis définitif détaillé: 8.000,- € (article budgétaire: 4/0613/2123/015)

Vote unanime

20. Remplacement des urinoirs au centre culturel à Sanem. Devis définitif détaillé: 8.000,- € (article budgétaire: 4/0812/2123/024)

Vote unanime

- 
21. Acquisition de nouvelles tentures pour la nouvelle école Sanem. Devis définitif détaillé: 7.000,- € et modification budgétaire: - 13.000,- € (article budgétaire: 4/0420/2123/044)

Vote unanime

22. Acquisition de nouveaux buts amovibles pour le terrain de football à Ehlerange. Devis définitif détaillé: 5.000,- € (article budgétaire: 4/0832/2163/004)

Vote unanime

23. Mise en peinture de l'escalier de secours de la nouvelle école à Sanem. Devis définitif détaillé: 5.000,- € (article budgétaire: 4/0420/2123/050)

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

24. a. Approbation d'un compromis de vente avec les époux HORSMANS-HOVEN concernant les fonds immobiliers HORSMANS-HOVEN sis à Belvaux

Vote unanime

- b. Autorisation de principe au collège des bourgmestre et échevins de contracter une ligne de crédit sur compte courant de 4.500.000,- euros maximum pour préfinancer la réalisation du projet de lotissement «Geesewee-Ouest / propriété Horsmans» dans le cadre d'un projet d'aide à la pierre subventionné par le Ministère du Logement

Vote unanime

25. Approbation d'un acte d'échange avec les époux DE JESUS SOARES - AZEVEDO GOMES concernant des terrains sis au lieu-dit «Rue Prince Jean» à Soleuvre moyennant une soulté de 5.334,00 euros en faveur de la Commune de Sanem

Vote unanime

26. Approbation d'un acte de vente avec les consorts WANG-CHENG concernant la vente d'une parcelle de terrain sise à Belvaux moyennant le prix de 15.000,00 euros en faveur de la Commune de Sanem

Vote unanime

27. Approbation d'un acte de vente avec les époux GREISCH Jacques et SCHMIDT Marie-Paule concernant des terrains sis au lieu-dit «Laemmtgesdriesch» à Sanem moyennant le prix de 49.980,00 euros en faveur des époux GREISCH-SCHMIT

Vote unanime

28. Approbation d'un compromis de vente avec le consortium d'héritiers BRAUN-NENNO concernant un terrain sis à Sanem

Vote(s) positif(s): 13	Abstension(s): 2
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Reuter-Bauler Carine, Rings Robert, Schlessner Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Morgenthaler Nathalie, Urbany Serge

29. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la société FRISONI JOSEPH et Cie Entreprise s.e.n.c. concernant une parcelle de terrain à Belvaux

Vote unanime

30. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec le sieur SKRIJELJ Senad et la dame MURATOVIC Silvija concernant une parcelle de terrain à Belvaux

Vote unanime

31. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec le sieur KOZAR Faruk et la dame ADROVIC Samira concernant une parcelle de terrain à Belvaux

Vote unanime

32. Approbation d'un contrat de bail commercial avec l'association sans but lucratif CIGL Sanem concernant la location d'un dépôt avec partie bureaux au hall annexé à la maison «Detroit» sise à Soleuvre, rue de Differdange, 220 d'une surface d'environ 550 m²

Vote unanime

FINANCES

33. Approbation d'un subside à accorder à l'Interesseveräin Éilereng dans le cadre de l'organisation du concours «Ville et Villages fleuris 2011» à Ehlerange

Proposition du collège des bourgmestre et échevins: 450,- €

Vote unanime

34. Approbation d'un nouveau règlement taxe relatif aux prestations du service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem

Le Conseil Communal,

Vu le règlement grand-ducal modifié du 6 mai 2010 portant organisation des services d'incendie et de sauvetage des communes;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu le règlement taxe concernant les prestations du service d'incendie voté au conseil communal en date du 30 mai 2000,

Considérant qu'en principe les prestations du service d'incendie et de sauvetage communal relatives à l'extinction des incendies et au sauvetage de personnes y compris la participation aux opérations de désincarcération sont effectuées gratuitement;
Considérant que les interventions du service d'incendie et de sauvetage, à part leur mission initiale, augmentent d'année en année et ceci souvent suite à la commodité, l'imprudence et la négligence des particuliers;

Considérant que les frais ainsi occasionnés sont considérables et entièrement à charge de la collectivité locale;

Considérant que le Conseil communal peut fixer des taxes rémunérant les autres prestations de service d'incendie et de sauvetage;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le cadre dans lequel se dérouleront les prestations du service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem;

Vu la proposition des chefs de corps de la commune de Sanem du 25 février 2011;

Vu la proposition du collège des bourgmestre et échevins;

Vu l'avis positif de la commission des finances du 17 avril 2012;

après en voir délibéré conformément à la loi, décide l'abrogation du règlement taxe concernant les prestations du service d'incendie du 30 mai 2000 et l'approbation d'un nouveau règlement taxe relatif aux prestations du service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem qui se lit comme suit et prie l'Autorité Supérieure de bien vouloir donner son approbation:

**Règlement taxe
relatif aux prestations du service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem.**

Article 1.

Les interventions du service d'incendie et de sauvetage et leurs prestations qui ne font pas partie de leur mission telle qu'elle est définie dans l'article 14 du règlement grand-ducal modifié du 6 mai 2010 portant organisation des services d'incendie et de sauvetage des communes sont payables et sont fixés par le présent règlement.

Article 2.

En principe, les prestations sont facturées en fonction de la durée de l'intervention, du nombre de sapeurs-pompiers engagés, des véhicules et du matériel employés, à l'exception des prestations spécifiques telles qu'elles sont définies sous l'article 9 et qui sont facturées par forfait. Pour la durée des interventions, le temps est mis en compte à partir du départ jusqu'au retour au centre d'intervention. La première heure entamée est facturée entièrement. Le temps d'intervention dépassant une heure est calculé par fraction entière de quinze minutes.

Article 3.

Le service d'incendie et de sauvetage est seul compétent pour l'évaluation des nécessités personnelles et/ou matérielles lors des prestations.

Article 4.

Est redevable du tarif la personne physique ou morale bénéficiaire de l'intervention ou celle qui a rendu nécessaire l'intervention ou a sollicité la prestation.

Article 5.

La mise à disposition de matériel est facturée suivant le tableau repris dans l'article 9. La pose et l'enlèvement du matériel sont facturés par forfait.

Article 6.

Tous matériaux, produits et pièces de rechanges nécessités pour l'intervention sont facturés par forfait.

Article 7.

Les avis et rapports relatifs à la sécurité, à la prévention et la prévision contre les incendies et la panique sont facturés par forfait.

Article 8.

Le service d'incendie et de sauvetage décline toute responsabilité (dégâts corporels ou matériels) en cas d'une mauvaise utilisation du matériel mis à disposition.

Article 9.

Tableau des tarifs.

Personnel:	
Sapeur-pompier	10 € par heure
Véhicules:	
Camion TLF	50 € par heure
Tout autre véhicule	25 € par heure
Location/mise à disposition de matériel (La mise à disposition du matériel se limite au rayon d'intervention du service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem)	
Motopompe TS	25 € par heure
Caution	250 € par unité
Pompe électrique	10 € par heure
Caution	100 € par unité
Groupe électrogène (portable)	25 € par heure
Caution	250 € par unité
Matériel d'éclairage	10 € par heure
Caution	100 € par unité
Tuyau B & C	10 € par journée
Lance B & C	10 € par journée
Caution	50 € par journée
Extincteurs	15 € par journée
Caution	100 € par unité
Bâche pour couvrir et corde	50 € par journée à partir de la 2 ^e semaine après l'intervention
Mise à disposition cylindre pour dépôt à clé (FSK)	30 € par cylindre
Panneaux et matériel divers	30 € par intervention

Prestations diverses:	
Appel malveillant	200 € par intervention
Fausse alerte par détection automatique	200 € à partir de la 2 ^e intervention dans un délai de 6 mois
Enlèvement nid de guêpes	150 € par intervention
Panne ascenseur	70 € par intervention
Ouverture porte/fenêtre	60 € par intervention
Remplacement cylindre	25 € par unité
Obstruction porte/fenêtre	50 € par heure
Élimination pollution hydrocarbure et autre pollution	Personnel/heure (voir tarif ci-dessus) Véhicule/heure (voir tarif ci-dessus) Produit dégraissant/litre ou kg (au prix d'achat)
Approvisionnement en eau potable et non potable	Personnel/heure Véhicule/heure Consommation d'eau (au prix actuellement en vigueur)
Service prévention et prévision (établissement d'un avis)	125 € par avis
Tout avis supplémentaire	100 € par avis
Visite préventive et prévision	50 € par avis
Formation lutte contre l'incendie et la panique	20 € par participation

Vote(s) positif(s): 14	Vote(s) négatif(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Reuter-Bauler Carine, Rings Robert, Schlesser Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Urbany Serge

35. Annulation de la convention du 20 juin 2000 réglant la distribution des recettes revenant d'une part à la commune de Sanem et d'autre part aux sapeurs-pompiers entre la commune de Sanem et le service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem

Le Conseil Communal,

Vu le règlement grand-ducal modifié du 6 mai 2010 portant organisation des services d'incendie et de sauvetage des communes;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu la convention du 20 juin 2000, réglant la distribution des recettes revenant d'une part à la commune de Sanem et d'autre part aux sapeurs-pompiers approuvée par le conseil communal dans sa séance du 30 mai 2000 - convention qui n'a pas été appliquée dès lors;

Vu la proposition du service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem d'annuler la prédictive convention réglant la distribution des recettes revenant d'une part à la commune de Sanem et d'autre part aux sapeurs-pompiers et de renoncer ainsi à l'indemnisation prévue dans cette convention;

Vu la proposition du service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem de remplacer la prédicté indemnisation en ce qui concerne les années 2009 à 2011 par le paiement d'un prix forfaitaire annuel pour le remboursement des frais personnels des membres du corps et ceci suivant le nombre d'heures de permanence prestée par an:

*250 € en faveur des membres ayant presté au minimum 1000 heures/an,
500 € en faveur des membres ayant presté au minimum 2000 heures/an,
800 € en faveur des membres ayant presté au minimum 3000 heures/an;*

*Vu que ce remboursement concerne uniquement les années 2009 à 2011;
Vu que le Ministère de l'Intérieur est en train d'élaborer une indemnisation uniforme pour tous les corps;*

Vu que le nombre d'heures prestées volontairement et gratuitement par les membres du corps implique quand même des frais personnels importants (essence, téléphone,...);

Considérant que les prestations du service d'incendie et de sauvetage communal relatives à l'extinction des incendies et au sauvetage de personnes y compris la participation aux opérations de désincarcération sont effectuées gratuitement;

décide l'annulation de la convention du 20 juin 2000 réglant la distribution des recettes revenant d'une part à la commune de Sanem et d'autre part aux sapeurs-pompiers entre la commune de Sanem et le service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem et prie l'Autorité Supérieure de bien vouloir donner son approbation.

Vote unanime

36. Approbation du remboursement des frais personnel des membres du service d'incendie et de sauvetage de l'année 2009, 2010 et 2011

Le Conseil Communal,

Vu le règlement grand-ducal modifié du 6 mai 2010 portant organisation des services d'incendie et de sauvetage des communes;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu la convention du 20 juin 2000, réglant la distribution des recettes revenant d'une part à la commune de Sanem et d'autre part aux sapeurs-pompiers approuvée par le conseil communal dans sa séance du 30 mai 2000 - convention qui n'a pas été appliquée dès lors;

Vu la proposition du service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem d'annuler la prédicté convention réglant la distribution des recettes revenant d'une part à la commune de Sanem et d'autre part aux sapeurs-pompiers et de renoncer ainsi à l'indemnisation prévue dans cette convention;

Vu la proposition du service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem de remplacer la prédicté indemnisation en ce qui concerne les années 2009 à 2011 par le paiement d'un prix forfaitaire annuel pour le remboursement des frais personnels des membres du corps et ceci suivant le nombre d'heures de permanence prestée par an:

250 € en faveur des membres ayant presté au minimum 1000 heures/an,
500 € en faveur des membres ayant presté au minimum 2000 heures/an,
800 € en faveur des membres ayant presté au minimum 3000 heures/an;

Vu que ce remboursement concerne uniquement les années 2009 à 2011;

Vu que le Ministère de l'Intérieur est en train d'élaborer une indemnisation uniforme pour tous les corps;

Vu que le nombre d'heures prestées volontairement et gratuitement par les membres du corps implique quand même des frais personnels importants (essence, téléphone,...);

Considérant que les prestations du service d'incendie et de sauvetage communal relatives à l'extinction des incendies et au sauvetage de personnes y compris la participation aux opérations de désincarcération sont effectuées gratuitement;

décide l'approbation d'un mode de remboursement forfaitaire des frais personnels des membres du service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem suivant le nombre d'heures prestées par an pour les années 2009, 2010 et 2011:

250 € en faveur des membres ayant presté au minimum 1000 heures/an,
500 € en faveur des membres ayant presté au minimum 2000 heures/an,
800 € en faveur des membres ayant presté au minimum 3000 heures/an;

et prie l'Autorité Supérieure de bien vouloir donner son approbation.

Vote unanime

OFFICE SOCIAL

-
37. Avis du conseil communal relatif à une décision du conseil d'administration de l'Office social de Sanem

Vote unanime

ENSEIGNEMENT

-
38. Approbation d'une convention devant régir la mise à disposition temporaire d'un(e) ou de plusieurs chargé(e)s de cours engagés sous contrat à durée indéterminée de la Commune à l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Vote unanime

DIVERS

-
39. Demande d'adhésion de la commune de Koerich comme nouveau membre au syndicat SICONA-Ouest

Le conseil communal,

Vu la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

Vu l'arrêté grand-ducal du 03 avril 1989 autorisant la création du Syndicat Inter-communal de l'Ouest pour la Conservation de la Nature (SICONA-Ouest);

Vu l'arrêté grand-ducal du 30 avril 1993 autorisant l'admission des communes de Bettembourg et de Kehlen au SICONA-Ouest;
 Vu l'arrêté grand-ducal du 15 mars 1996 autorisant l'admission de la commune de Garnich au SICONA-Ouest;
 Vu l'arrêté grand-ducal du 8 septembre 1997 autorisant l'admission de la commune de Reckange/Mess au SICONA Ouest;
 Vu l'arrêté grand-ducal du 25 mai 2001 autorisant l'admission des communes de Sanem et de Schifflange au SICONA Ouest;
 Vu l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 2001 autorisant l'admission des communes de Kayl, de Dudelange et de Rumelange au SICONA-Ouest;
 Vu l'arrêté grand-ducal du 31 juillet 2006 autorisant l'admission de la ville de Differdange au SICONA-Ouest;
 Vu l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 2008 autorisant l'admission de la commune de Roeser au SICONA-Ouest;
 Vu la délibération du Conseil Communal de la commune de Koerich du 8 février 2012 portant approbation d'une adhésion au SICONA-Ouest;
 Vu les statuts du SICONA-Ouest, tels qu'ils ont été approuvés par arrêté grand-ducal du 10 avril 2007, respectivement
 par arrêté grand-ducal du 23 novembre 2008 portant modification des statuts, suite à l'adhésion de la commune de Roeser (adjonction du nom de la commune en question à l'article 4 des statuts);
 Vu la loi communale du 13 décembre 1988, telle qu'elle a été modifiée par la suite;

décide

- d'approuver l'adhésion de la commune de KOERICH au SICONA-Ouest;
- de transmettre la présente à l'autorité supérieure compétente pour approbation et au SICONA-Ouest pour information.

Vote unanime

40. Attribution du nom «**Résidence «Op der Waassertrap»**» au nouveau Centre intégré pour Personnes Agées à Belvaux

Vote unanime

41. Modification de la composition des commissions consultatives

Démissions:

Commission	Statut	Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Parti, Association, ...
Intégration (commission de l')	obligatoire	S KRALJ-MAJERUS Agnès	4989 Sanem	membre lux.	/

Nominations:

Egalité des chances (Commission de l')	facultative	S LORENZINI-STOCKLAUSEN Raymonde	4420 Soleuvre	membre externe	Union des femmes lux.
--	-------------	----------------------------------	---------------	----------------	-----------------------

Vote unanime

42. Modification du règlement de circulation de la commune de Sanem

Le Conseil Communal,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir le libre écoulement de la circulation routière;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu que les infractions aux dispositions du présent règlement seront punies conformément à l'article 7 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une Inspection générale de la Police;

Vu le règlement de circulation communal du 23 juillet 2004;

décide de modifier le règlement précité du 23 juillet 2004 comme suit et prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son approbation:

1. Les dispositions concernant le Quartier de l'Eglise (CV) à Sanem sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est supprimée:

Article:	Libellé:	Situation:
1/2/2	Circulation interdite dans les deux sens, excepté cycles, patins à roulettes autorisés	Tout le long de la rue jusqu'à la rue de Niederkorn

La disposition suivante est ajoutée:

Article:	Libellé:	Situation:
1/2/2	Circulation interdite dans les deux sens, excepté cycles, patins à roulettes autorisés	Entre la Grand-rue et la rue de la Chiers, dans les deux sens

2. Les dispositions concernant la rue de la Fontaine (CV) à Sanem sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est supprimée:

Article:	Libellé:	Situation:
1/2/2	Circulation interdite dans les deux sens, excepté cycles, patins à roulettes autorisés	Tout le long de la rue jusqu'à la rue de Niederkorn

La disposition suivante est ajoutée:

Article:	Libellé:	Situation:
1/2/2	Circulation interdite dans les deux sens, excepté cycles, patins à roulettes autorisés	Entre la rue de la Chiers et l'accès aux résidences «um Weiher», dans les deux sens

Rouge: déplacement du signal C2 existant

Bleu: Parking alentours école primaire

3. Les dispositions concernant la rue de Limpach (CV) à Sanem sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

4/2/3	Stationnement interdit, excepté handicapés	Sur une place, devant la maison n°7a
-------	--	--------------------------------------

4. Les dispositions concernant la rue Pierre Neiertz (CV) à Soleuvre sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

4/2/3	Stationnement interdit, excepté handicapés	Sur une place, entre la maison n°32 et n°34
-------	--	---

5. Les dispositions concernant la route d'Esch (N31) à Belvaux sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est supprimée:

2/4	Passage pour piétons	À la hauteur de la maison n°264
-----	----------------------	---------------------------------

La disposition suivante est ajoutée:

2/4	Passage pour piétons	À la hauteur de la maison n°260
-----	----------------------	---------------------------------

6. Les dispositions concernant la rue des Alliés (CV) à Belvaux sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

4/2/3	Stationnement interdit, excepté handicapés	1 emplacement, sur le parking en face de la résidence n°37
4/5/1	Place de parage, véhicule automoteur $\leq 3,5t$	- Parking devant les habitations n°35 - n°37 - Parking devant les habitations n°24 - n°28

7. Les dispositions concernant la rue Dicks-Lentz (CV) à Belvaux (rue sans issue) sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

4/2/1	Stationnement interdit	Dans l'aire de rebroussement
-------	------------------------	------------------------------

Vote unanime

- 
- 42.A. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
 - .8. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant des travaux effectués sur le réseau des P&T dans la rue de Soleuvre à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins le 2 avril 2012
 - .9. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant des travaux de raccordement aux différents réseaux de la maison n°52 rue de Limpach à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins le 23 avril 2012
 - .10. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant des travaux de renouvellement des réseaux dans la rue d'Esch à Sanem pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins le 30 avril 2012
 - .11. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant des travaux de transformation de la maison n°34 rue de Limpach à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins le 4 mai 2012

Vote unanime

- 43. Questions et divers

SEANCE A HUIS CLOS

MAISON RELAIS POUR ENFANTS

- 44. Création de 12 postes d'aide-éducateurs (m/f) avec une tâche de 16 heures/semaine et à durée indéterminée, pour les besoins de la maison relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation) et nomination de 12 aides-éducatrices

- a. Crédation de poste:

Vote unanime

- b. Nomination:

Sont nommés:	
Avogaro-Delmarre	Françoise
Bariviera-Lutgen	Milly
Birardi-Pirchio	Sandra
Ducoli-Bechberger	Myriam
Haas-Welter	Marion
Heuschling	Nadine
Krier	Françoise
Lorang	Mireille
Mores-Gravuso	Luisa
Pasquini	Doris
Rinaldis-Kausché	Nancy
Thinnes	Margot

45. Création d'un poste d'éducateur diplômé à mi-temps et à durée déterminée pour la période du 15 avril 2012 au 31 décembre 2012, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur diplômé PE5, dans le cadre des heures EBS, et nomination du sieur Krippler Max au poste précité, pour la période du 15 avril au 15 juillet 2012

a. Crédit de poste:

Vote unanime

b. Nomination:

Est nommé:

M. Krippler Max

46. Création d'un poste d'aide-éducateur à mi-temps et à durée déterminée pour la période du 1^{er} avril 2012 au 15 juillet 2012, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation), et nomination de la dame Vidotto Bianca au poste précité

a. Crédit de poste:

Vote unanime

b. Nomination:

Est nommée:

Mme Vidotto Bianca

47. Création d'un poste d'aide-éducateur (m/f) avec une tâche de 16 heures/semaine et à durée indéterminée, pour les besoins de la maison relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation) et nomination d'un aide-éducateur (m/f)

a. Crédit de poste:

Vote unanime

b. Nomination:

Est nommée:

Mme Meyer Tanja

48. Modification de la délibération du Conseil communal du 17 décembre 2007 concernant les primes de responsabilité à attribuer au personnel éducatif de la Maison Relais Sanem, conformément à l'article 27 du CCT-SAS pour employés privés

Vote unanime

CENTRE INTEGRE POUR PERSONNES AGEES

49. Nomination d'un ergothérapeute (m/f), au centre intégré «Résidence op der Waassertrap» à durée indéterminée avec une tâche de 10 heures/semaine, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'ergothérapeute PS1

Est nommée:
Degée Emilie

50. Nomination de quatre aides-soignants (m/f), à durée indéterminée avec une tâche de 40 heures/semaine, au centre intégré «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignante PS5

- a. Nomination poste 1:

Est nommée:
Sacirovic-Pljakic Alma

- b. Nomination poste 2:

Est nommée:
Weiler Melissa

- c. Nomination poste 3:

Est nommée:
Fusulier Linda

- d. Nomination poste 4:

Est nommée:
aucun

51. Nomination d'un employé (m/f) détenteur d'un CATP administratif et commercial à plein-temps et à durée indéterminée pour le service secrétariat du centre intégré «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière du salarié détenteur d'un CATP administratif et commercial PA4

Est nommée:
Flamini Michaela

52. Nomination de deux salariés sans qualification (m/f) à 75 % et à durée indéterminée pour le service accueil/réception du centre intégré «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière du salarié sans diplôme PA7

- a. Nomination poste 1:

Est nommée:
HOFFMANN-MICHELS Tammy

b. Nomination poste 2:

Est nommée:
Schlessner-Emeringer Simone

53. Réduction de la tâche de 100 % à 75 % de la dame Lopes Dos Santos Sandra, Infirmière au CIPA de Soleuvre

Réduction de tâche accordée.

ADMINISTRATION

54. Nomination définitive du sieur DUHR Luc au poste d'expéditionnaire technique auprès de l'administration communale à partir du 1^{er} juin 2012

Est nommé définitivement:
Duhr Luc

55. Nomination d'un salarié (anciennement employé privé) à mi-temps de la carrière C, sous contrat de travail à durée déterminée avec une durée imprécise pour les besoins de l'administration communale afin d'assurer le remplacement d'un agent communal actuellement en congé de maladie

Est nommée:
Sutkovic Resmija

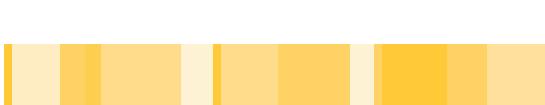
56. Crédit d'un poste sous le statut du salarié (anciennement employé privé) à plein temps et sous contrat de travail à durée déterminée pour la durée de 12 mois pour les besoins des archives communales et nomination d'un salarié

a. Crédit de poste:

Vote unanime

b. Nomination:

Est nommé:
Komposch François



Gemeinderatssitzung Sanem vom 4. Mai 2012

Neue „Maison Relais“-Struktur in Beles-Metzerlach

Die Gemeinderäte beschäftigten sich in der Sitzung vom 4. Mai 2012 mit insgesamt 56 Punkten auf der Tagesordnung, unter denen insbesondere der Bau eines neuen „Foyer scolaire“ im Viertel Metzerlach, der Kauf eines 2ha großen Baugeländes in Beles und die neue Gebührenordnung der Sanemer Feuerwehr hervorzuheben ist.

BELES

Zu Beginn der öffentlichen Sitzung teilte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) zwei erfreuliche Nachrichten mit. Die Gemeinde Sanem wurde für das innovative Projekt der Brennstoffzelle in der Grundschule von Ehleringen am 26. April 2012 mit 2 Preisen ausgezeichnet. Zum einen erhielt die Gemeinde den „Prix spécial“ des „Fonds Nova Naturstroum“ des Energieversorgungsunternehmen ENOVOS und zum anderen wurde der Gemeinde in Wien der „Climate Star“ vom internationalen Klimabündnis überreicht.



Die Gemeinde Sanem erhielt im April 2 Auszeichnungen für ihr vorbildliches und umweltfreundliches Projekt der Brennstoffzelle in der Ehleringer Schule.

EIN NEUES „FOYER SCOLAIRE“ FÜR BELESER SCHULE „ROUDE WEE“ IM METZERLACH

Der erste Kostenvoranschlag über den die Gemeinderäte am heutigen Tag abzustimmen hatten, betraf den Bau eines „Foyer Scolaire“ in Beles im Viertel Metzerlach. Bislang wurden die Kinder aus dem Schuleinzugsgebiet „Roude Wee“ nach Zolwer gebracht, das natürlich mit entsprechenden Transportkosten verbunden ist, die sich auf 2.050 Euro pro Woche, respektive 73.800 Euro pro Jahr belaufen.

Seit 1-2 Jahren wird analysiert wie man eine budgetfreundliche Struktur im Metzerlach errichten könnte. Verschiedene Möglichkeiten wurden in Betracht gezogen, unter anderem der Umbau des „Centre culturel“ sowie die Verlegung der Vereine, die das Kulturzentrum nutzen, in ein neues Gebäude. Als kostengünstigste Variante, die auch den hohen qualitativen Ansprüchen gerecht wird, wurde der Neubau eines „Foyer scolaire“ neben dem aktuellen „Centre culturel“ zurück behalten. Nachdem man sich andere Gebäude in Fertigbauweise angesehen hatte, entschied man sich für diesen Modulbau. Ein weiterer Vorteil besteht darin, dass die Räumlichkeiten innerhalb von ein paar Monaten fertiggestellt werden können und die Schülerbetreuungsstätte für 140 Kinder somit im Januar 2013 eröffnet werden könnte.

Anschließend präsentierte der Gemeindeingenieur Fernand Heischbourg anhand einer Powerpoint-Vorführung das Projekt. Er betonte, dass das zukünftige Gebäude in Absprache mit den Verantwortlichen der „Maison Relais“ entworfen wurde und allen modernen, kindergerechten Anforderungen Rechnung tragen. Auf einer Bruttofläche von 1.100 m², verteilt auf 2 Stockwerken, befinden sich verschiedene Aufenthaltsräume (490 m²), eine große Produktionsküche (die für 200 frisch zubereitete Essen zuständig sein wird (200 m²)), Sanitäranlagen (72 m²), Gänge und technische Räume (338 m²). Die Statik des Neubaus ist so angelegt, dass man späterhin auch eine Solarzellenanlage auf dem Dach anlegen kann.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte abschließend, dass die Gesamtkosten der neuen „Maison Relais“-Struktur sich auf 3,5 Mio. Euro belaufen und man bei diesem Projekt mit einer finanziellen Unterstützung des Staates in Höhe von 1,5 Mio. Euro rechnen könne. Man habe ebenfalls nachgerechnet, dass sich die „Maison Relais“ Scheierhaff oder die in der rue de France auf 18.000 Euro pro Betreuungsstuhl belief, die neue Struktur im Metzerlach wird dagegen nur 14.000 Euro pro Kind kosten, also deutlich günstiger und demnach ein weiteres Argument für diese benötigten Kinderbetreuungsplätze. Das Bauvorhaben wurde einstimmig verabschiedet.



Neben dem „Centre Culturel Metzerlach wird eine neue Maison Relais-Struktur errichtet.

Beim nächsten Punkt handelte es sich um die Erneuerung des Daches der Tennishalle in Zolwer. Hier werden für 170.000 Euro nicht nur 3 Dachluken ersetzt, sondern auch alle Elemente der Dachhaut saniert und instandgesetzt. Die Arbeiten werden in den Pfingstferien begonnen und werden ungefähr 2 Wochen andauern, in diesem Zeitraum ist die Tennishalle nicht zugänglich.

Bei der Neugestaltung des Agility-Feldes in Sanem erhielt zunächst Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) das Wort. Sie erklärte den Ratsmitgliedern, dass der Agility-Verein vergangenes Jahr an den Schöffenrat herangetreten war um einige Beanstandungen bezüglich ihrer Infrastrukturen auf dem Feld hinter dem Schloss darzulegen. Der Kostenvoranschlag für die Instandsetzungsarbeiten beinhaltet nun die Ausbesserung der Trainingsfelder und die Verlegung von Wasser- und Stromleitungen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) fügte vor dem einstimmigen Votum noch hinzu, dass die Gemeinde das Grundstück von den Besitzern abkaufen wird.

UMZÄUNUNG DES FUßBALLFELDES UND ANLEGUNG EINES FUßGÄNGERWEGES IN BELES

Dem Beleser Fußballverein FC The Belval wird ebenfalls ein Anliegen erfüllt. Da es bislang rund um das Fußballfeld keine Umzäunung gibt, führte dieser Umstand zu materiellen Schäden und anderen Konflikten, wenn Vereinsfremde auf dem

Feld Fußball spielten. Neben dem Errichten einer Umzäunung werden die Umgebung und die Zugangswege angepasst. So sehen die Pläne die Beleuchtung hinten beim Pausenhof der Schule Beles-Post und einen Fußgängerweg zwischen der rue de la Poste und der rue du Stade vor, der vor allem Schulkindern einen kürzeren und sichereren Weg darbieten wird, so der Bürgermeister Georges Engel (LSAP).

Auf die Frage der CSV-Rätin Nathalie Morgenthaler ob das Projekt der Pumptrack-Piste am Fußballfeld vorbeiführen wird, bestätigte Schöffe Marco Goelhausen (LSAP), dass dieses Projekt noch immer aktuell sei und die vorgesehene Strecke an dieser Stelle entlang führen wird. Danach wurde auch dieser Punkt einstimmig verabschiedet.

Einigkeit herrschte ebenfalls bei den folgenden Punkten bezüglich der Anschaffung elektronischen Schließanlagen in verschiedenen Schulgebäuden, des Ersetzen der Brandmeldeanlage in den Werkstätten des technischen Dienstes, des Erwerbs eines Elektro-Autos, die Einrichtung einer Einbruchsmelde- und Feueralarmanlage in der „Ecole Centre“ in Zolwer, des Austauschs der Brandmeldezentrale in der „Ecole 2000“ in Zolwer und der Auswechselung der Heizungs-, Lüftungs- und Warmwasserregelstation der Tennishalle in Zolwer.

Danach folgte die Erneuerung der Bodenabdeckung und des Bodenbelags der 2 Klassenräume des Kindergarten „Scheierhaff“ in Zolwer, die Anschaffung von Material für den Bedarf der Festivitäten der Gemeinde (u.a. Verstärkeranlage, Stehtische und Ausstellungsschilder), die Instandsetzung der Bodenabdeckung



Das Fussballfeld des FC The Belval wird mit einer neuen Umzäunung abgesichert.

und die Fliesenverlegung im Jugendtreff in Sanem, das Ersetzen der Eingangstüren der Schule in Sanem, das Verlegen eines neuen Linoleumbodens in der „Maison Relais Kannerbuerg“ und der Ankauf einer Hebebühne für die Regiebetriebe. Alle Punkte wurden ebenfalls einstimmig verabschiedet.

Bei der Anschaffung eines neuen Geländes im ersten Stock der „Maison Relais Scheierhaff“ und neuen Urinalen im „Centre culturel“ in Sanem gab es auch keine Gegenstimmen. Ebenso verhielt es sich bei der Anschaffung von Rollvorhängen für die Grundschule in Sanem und von 2 mobilen Fußballtoren für das Fußballfeld in Ehleringen. Gleichermaßen wurde der Neu-anstrich der Notfalltreppe der Schule in Sanem bewilligt.

BILLIGER WOHNEN IN BELES

Dann folgte bei den Immobilientransaktionen zu Beginn ein größeres Dossier, woran der Schöfferrat bereits seit längerer Zeit arbeitet und in den vergangenen 2 Jahren ebenfalls ein Budget vorgesehen war, um im Bereich des subventionierten Wohnungsbaus aktiv zu werden. Seit über einem Jahrzehnt sind die Grundstücke in Beles zwischen der route d'Esch und der rue de Soleuvre als „zone différée“ klassiert. Dieses Areal war immer schon als Wohnungsbauprojekt angedacht und wurde 2008 in den „Pacte Logement“ integriert. Es handelt sich hierbei um über 14 Hektar brutto Bauland, welche sich als potenzielle Flächen darbieten, die theoretisch nach dem „Pacte Logement“-Schlüssel 430 Wohnungen bedeuten würden.



Subventionierter Wohnungsbau im „Geesserwee-Westen“ in Beles sieht 60 Wohneinheiten vor.

In den vergangenen Jahren hatten verschiedene private Bauträger versucht die Grundstücke aufzukaufen und zusammenzulegen, allerdings kam es nie zu einem konkreten Projekt. Nach der Unterschrift des „Pacte Logement“ mit dem Staat, wurde man als Gemeinde selbst aktiv und ergriff die Initiative um ein Projekt in diesem Gebiet voranzutreiben. Im Rahmen der Flächen, die neben dem „Geesserwee“ mit der SNHBM (Société Nationale des Habitations à Bon Marché) bebaut werden und dem heute zur Abstimmung stehenden Grundstück, hat die Gemeinde ein „Projet directeur“ über das gesamte Areal anfertigen lassen. Die folgenden Etappen bestehen also darin, die anderen Besitzer zu kontaktieren und ihnen den Vorschlag zu unterbreiten sich mit ihrem Landbesitz ebenfalls am Projekt zu beteiligen.

2008 hatte man den Grundbesitzern des „Geesserwee-Westen“ einen Verkaufsvorschlag unterbreitet um als Gemeindeverwaltung deren Grundstücke zu erwerben, konnte sich damals allerdings nicht auf eine Preisvorstellung einigen. Vor 2 Jahren traten dann die Besitzer Horsmans-Hoven an die Gemeinde heran um ihre Flächen zu verkaufen.

Es handelt sich hierbei um ein zusammenhängendes Grundstück von 2,16 Hektar (für 60 Wohneinheiten) mit einem Zufahrtsweg in der rue de Soleuvre. Dies bedeutet, dass man dieses Areal abgesondert bebauen könnte, aber auch als Anfang für die phasenweise Bebauung des ganzen Gebietes sehen kann. Dieses Projekt wird im Rahmen des Gesetzes der „aide au logement“ realisiert, was bedeutet, dass mindestens 60 % der Flächen so bebaut werden, dass die zukünftigen Bewohner nur für den Nettopreis aufkommen müssen oder anhand eines Erbpachtvertrages (bail emphytéotique) für z.B. 99 Jahre das Grundstück überschrieben bekommen. Das Ministerium übernimmt 50 % der Erststellungs-, Gestaltungs- und Planungskosten. Außerdem kommt der Staat in den ersten 2 Jahren für die Kosten der Kreditlinie über 4,5 Millionen Euro auf, sowie für Subsidien in Höhe von 70 % für Spielplätze und 50 % für Kindertagesstätten.

Nach den langwierigen Verhandlungen sei man nun auf beiden Seiten zufrieden, so Bürgermeister Georges Engel (LSAP). Der Privatbesitzer erhält einen fairen Preis und die Allgemeinheit wird von verbilligten Bauplätzen in einem qualitativ hochwertigen Projekt profitieren.

Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) erkundigte sich ob der Schöffenrat sich für eine Verkaufsvariante entschieden habe, woraufhin der Bürgermeister antwortete, dass dies noch nicht feststünde, allerdings wird das Szenario mit dem gänzlich freien Verkauf nicht in Frage kommen. Man müsse aber noch festlegen wie man die Flächen aufteilen wird, ob nun 60/40 oder 70/30 Prozent. Die Präferenz für subventionierten Wohnungsbau mittels Erbpachtvertrag schien auf allen Seiten klar. In der Form des Erbpachtvertrages erhält man das Grundstück für nur ungefähr 95 Euro/Ar pro Jahr. Es werden allerdings keine Bauflächen veräußert, auf denen man privat selber bauen kann. Durch die vorgeschriebene Baudichte des „Pacte Logement“ können außerdem keine freistehenden Häuser realisiert werden.

Man rechne mit einer längeren Umsetzungszeit des ganzen Projektes (+-10 Jahre), da es erstens dem Schöffenrat ein großes Anliegen ist, nicht unbedacht 60 Häuser zu bauen, sondern das neue Viertel gut durchzuplanen mit öffentlichen Plätzen, Nahversorgungsgeschäften, etc. und an die urbane Entwicklung von Beles anzupassen. Zweitens verfügt die Gemeindeverwaltung momentan nicht über humane Ressourcen, die sich exklusiv mit solchen großen Projekten beschäftigen können. Bislang wurde sich diesbezüglich die Arbeit vom Sekretariat und dem Bautenbüro geteilt. Man werde also für dieses Projekt einen „Project Manager“ einstellen. Letztlich sind die langen administrativen Prozeduren allseits bekannt.

Der Kaufvertrag in dem 2,16 Hektar Bauland für 10.000 Euro/Ar und ein Haus mit dazugehöriger Scheune für 780.000 Euro erworben wird, und die Kreditlinie von 4,5 Mio. Euro wurden unisono von den Gemeinderäten gutgeheißen.

Anschließend wurden 8 weitere Immobilientransaktionen behandelt, die alle mit einer Ausnahme einstimmig verabschiedet wurden. Beim Punkt 28, wo es um den Kaufvertrag eines Grundstückes in der rue de Sanem in Zolwer in unmittelbarer Nähe der Gewerbezone „Um Woeller“ ging, enthielten sich die CSV-Rätin Nathalie Morgenthaler und déi Lénk-Rat Serge Urbany. Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) begründete ihre Enthaltung folgendermaßen: „Wie bereits in der vergangenen Sitzung, enthalte ich mich bei diesem Punkt nochmals. Der damalige Schöffenrat hatte die Baugenehmigung für die umliegenden Häuser gegeben, weshalb diese nun leider in einer Aktivitätszone stehen. Die dort ansässigen Bewohner sind allerdings ganz und gar nicht glücklich darüber, dass nun hinter

ihren Häusern größere Gebäude stehen.“ Gemeinderat Serge Urbany (déi Lénk) betonte wie in der vergangenen Sitzung, dass er sich enthalten werde, da er ein generelles Problem mit dieser Gewerbezone habe.

Danach gab Gemeinderat Jemp Schlessier (LSAP) alle nötigen Erläuterungen zum finanziellen Zuschuss zugunsten des „Interessenverän Eileréng“ im Rahmen der Organisation „Villes et villages fleuris 2012“, der dann auch keine Einwände von Seiten des Gemeinderats hervorrief.

NEUE GEBÜHRENORDNUNG DES SANEMER FEUERWEHRKORPS

Die neue Gebührenordnung (règlement-taxe) über die kostenpflichtigen Dienste der Sanemer Feuerwehr löste eine längere Diskussion aus.



Ein neues Taxenreglement des Feuerwehr- und Rettungsdienstes wurde gestimmt.

Präsident der Finanzkommission Jemp Schlessner (LSAP) gab zunächst alle wichtigen Erklärungen. Das bislang geltende Reglement aus dem Jahre 2000 wies einige Lücken auf, was die Dienstleistungen der Feuerwehr betrifft. Es wurde festgestellt, dass viele Einsätze aus Fahrlässigkeit der Bürger geschehen und dennoch nicht verrechnet wurden. In der neuen Gebührenregelung des Feuerwehr- und Rettungsdienstes werden nun alle Interventionen die keinen Not- oder Dringlichkeitsfall betreffen und laut großherzoglichem Reglement vom 6. Mai 2010 nicht in den „normalen“ Aufgabenbereich der Feuerwehr fallen, in Rechnung gestellt. Der zuständige Verantwortliche der Einsatzmannschaft entscheidet dann von Fall zu Fall ob es sich um eine Notsituation handelte oder nicht.

Somit werden Material, Fahrzeuge, Anzahl der Feuerwehrleute und Einsatzdauer verrechnet, wobei noch hervorzuheben ist, dass nun auch die Sicherheitsbeurteilungen im Rahmen der Brandprävention von Gebäuden, die der Feuerwehrkommandant bislang umsonst ausstellte, mit 125 Euro verrechnet werden. Einige Beispiele: das Entfernen eines Wespennestes kostet in Zukunft 150 Euro, die Aufhebung einer Aufzugpanne 70 Euro und das Öffnen von Türen und Fenstern 60 Euro. Mit diesen Tarifen verhindere man zum einen den Missbrauch der Feuerwehrdienste und zum anderen stelle man so keine Konkurrenz zu privaten Dienstleistern dar.

Gemeinderat Robert Rings und Schöffin Myriam Cecchetti (beide déi Gréng) begrüßten anschließend dieses neue Reglement. Es sei wichtig, dass die Leute wissen, dass die Dienstleistungen der Feuerwehr nicht umsonst sind und gegebenenfalls auf eine private Firma zurückgreifen sollen, da die Feuerwehr eigentlich nur für richtige Notfälle gerufen werden sollte.

Déi Lénk-Gemeinderat Serge Urbany stimmte gegen die neue Gebührenordnung. Er vertrat die Meinung, dass die Feuerwehr ein Gemeindedienst sei und also nicht die Bürger, sondern die Gemeinde für die Einsätze aufkommen müsse und verschiedene Tarife zu hoch seien. Das Argument der möglichen Konkurrenz zu Privatdienstleistern ließ er nicht gelten, auf dem Markt gebe es gar nicht so viele Firmen die sich z.B. auf das Abpumpen von Wasser oder Entfernen von Wespennesten spezialisiert haben und über das nötige Material verfügen.

Der Schöffenrat und die Vertreter der LSAP und Grünen hielten dagegen, dass diese neuen Tarifbestimmungen vom Feuerwehrkorps selber gefordert worden seien. Man müsse trotz allem bei diesen Diensten, die nicht als Notfall gelten, die Kosten decken. Die Gemeinde mache sicherlich keinen Gewinn damit und man wolle dem eventuellen Konkurrenzkonflikt mit Privatbetrieben so aus dem Wege gehen. Notfälle werden außerdem auch weiterhin nicht fakturiert. Dieser Punkt wurde dann bei 14 Ja-Stimmen und 1 Gegenstimme verabschiedet.

Anschließend bewilligten die Gemeinderäte die Aufwandsentschädigungen, die an Präsenz und Weiterbildung gebunden sind, zugunsten der Feuerwehrleute für die Jahre 2009, 2010 und 2011.

Einstimmigkeit im Gemeinderat herrschte aber dann wieder bei den folgenden Abstimmungspunkten. Die Mitarbeiter des Sozialamtes erhalten eine Rück erstattung ihrer Handy-Gebühren; die „Chargés de cours“, die nicht vom Staat übernommen wurden, werden nun anhand einer Konvention weiterhin für und in der Gemeinde arbeiten; die Gemeinde Koerich wird in das Gemeindesyndikat SICONA-Ouest aufgenommen; einige Umänderungen der Zusammensetzung gab es in den beratenden Kommissionen; das Verkehrs reglement wurde an 7 Stellen abgeändert und 4 temporäre Verkehrsverordnungen wurden abgesegnet.

Keine Einwände gab es ebenfalls bei der Namensgebung des neuen Alten- und Pflegeheims in Belval-Nord (Résidence „Op der Waassertrap“). Bei dieser Gelegenheit informierte Bürgermeister Georges Engel, dass der geplante Umzug der Bewohner am 16. Juli 2012 stattfinden werde.

Abschließend wurden in geheimer Sitzung insgesamt 13 Personalangelegenheiten gestimmt. Unter anderem wurden mehrere Erzieherposten in der „Maison Relais“ geschaffen und besetzt. Des Weiteren wurden für das REWA (Résidence „Op der Waassertrap“) eine Ergotherapeutin, 4 Hilfspfleger und 3 administrative Ange stellte nominiert.



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi, 21 mai 2012

date de l'annonce publique: 15 mai 2012
date de la convocation des conseillers: 15 mai 2012
début: 17h30
fin: 18h15

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Rings Robert, M. Schlessner Jean-Pierre, M. Urbany Serge
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine

Premier votant:

Mme Cecchetti Myriam

M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Engel Georges, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar et Mme Reuter-Bauler Carine n'ont pas pris part au vote du point 1.

M. Schlessner Jean-Pierre n'a pas pris part au vote des points 4, 5 et 7.



Ordre du jour

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir ajouter le point suivant à l'ordre du jour:

- 2.a. Désignation d'un membre effectif et d'un membre suppléant au sein du futur Office Régional du Tourisme du Sud

Vote unanime

FINANCES

1. Subside à accorder à l'association «Gemeng Suessem Helleft» dans le cadre du projet «Melhoria das Condições de Functionamento das Escolas Primárias» au Cap-Vert

Proposition du collège des bourgmestre et échevins:

15.000,- € (article budgétaire: 3/1390/6324/003)

Vote unanime

DIVERS

2. Répartition du supplément de congé politique aux délégués dans les syndicats communaux conformément au règlement grand-ducal modifié du 6 décembre 1989 concernant le congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux

Proposition du collège des bourgmestre et échevins:

Nom et prénom	Syndicat(s)	Nbr
Asselborn-Bintz Simone	SIACH	1
Bronzetti Denis	Minettkompost	1
Cecchetti Myriam	SIVEC, TICE, SICONA	1
Engel Georges	ZARE, Pro-Sud, SIKOR	0
Goelhausen Marco	SES, TICE	1
Piscitelli José	SIVEC, SIGI	1
Reuter-Angelsberg Dagmar	Minettkompost, ZARE	1
Rings Robert	SIDOR	1
Schlesser Jean-Pierre	SIKOR	1
Tornambé-Duchamp Nadine	SES, SICEC	1

Vote unanime

- 2.a. Désignation d'un membre effectif et d'un membre suppléant au sein du futur Office Régional du Tourisme du Sud

Proposition du collège des bourgmestre et échevins:

M. Marco Goelhausen, délégué
délégué suppléant: vacant

Vote unanime

- 2.b. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins

- .1. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant des travaux de renouvellement du réseau des P&T dans la rue de Differdange à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins le 11 mai 2012

- 
- .2. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant des travaux de restructuration de la canalisation dans la rue d'Esch à Sanem pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins le 21 mai 2012

Vote unanime

CENTRE INTEGRÉ POUR PERSONNES AGEES

3. Conversion des deux postes de salariés, du CIPA «Résidence op der Waassertrap» à 75 % bénéficiant du CCT-SAS, de la carrière PA7 dans la carrière PA5

Vote unanime

séance à huis clos

4. Nomination d'un salarié (m/f) à 75 % et à durée indéterminée pour le service accueil/réception du CIPA «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière du salarié PA5

Est nommée:
Hoffmann-Michels Tammy

5. Nomination d'un salarié (m/f) à 75 % et à durée indéterminée pour le service accueil/réception du CIPA «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière du salarié PA5

Est nommée:
Schlessner-Emeringer Simone

6. Nomination d'un responsable du service d'Assistance et Soins (m/f) à tâche complète et à durée indéterminée, pour le C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'Infirmière PS4

Est nommé:
Schuler Loïc

7. Nomination d'un responsable (m/f) du service du Département Hôtelier du C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap» à plein temps et à durée indéterminée sous le statut du salarié bénéficiant de la CCT-SAS

Est nommé:
Dondelinger Nicolas



Gemeinderatssitzung Sanem vom 21. Mai 2012

Gemeng Suessem Helleft
asbl unterstützt Schulen auf
den Kapverden

Die heutige kurzfristig einberufene Gemeinderatssitzung beinhaltete nur wenige Punkte auf der Tagesordnung. Hierzu gehörten die finanzielle Unterstützung zugunsten der gemeinnützigen Vereinigung „Gemeng Suessem Helleft“, die Verteilung von weiteren politischen Freistellungsstunden für die Vertreter in den Gemeindesyndikaten, die Nomination von einem Vertreter im zukünftigen ORT (Office Régional du Tourisme) Sud und verschiedene Personalentscheidungen.

UNTERSTÜTZUNG FÜR PROJEKT AUF DEN KAPVERDEN

Einstimmig verabschiedeten die Gemeinderäte 15.000 Euro an finanzieller Hilfe für die „Gemeng Suessem Helleft“ asbl. Bereits seit einigen Jahren stehen Gelder für Hilfsprogramme im Budget. Im März 2010 wurde die Vereinigung „Gemeng Suessem Helleft asbl“ gegründet, die sich dann nach konkreten Projekten umsah. Das heute präsentierte Hilfsprojekt auf den Kapverden stellte sich als ein Projekt heraus, mit dem sich die Gemeinde identifizieren kann und außerdem auch eine direkte Weiterverfolgung der Hilfe zulässt. Die enge Zusammenarbeit mit der NRO (Nichtregierungsorganisation) „Beeteburg helleft“ wurde aufgenommen, da diese Vereinigung erstens über jahrelange Erfahrung verfügt und die finanziellen Mittel, die sie als NRO in ein Projekt stecken, vom Staat 3fach multipliziert werden.

BELES

Zu Beginn der öffentlichen Sitzung ließ Bürgermeister Georges Engel (LSAP) den Gemeinderat die Rätinnen Nadine Tornambé-Duchamp (LSAP) und Patricia Speck-Braun (DP) entschuldigen, die heute nicht anwesend waren. Der letztgenannten wünschte der Bürgermeister gute Besserung, da sich die DP-Rätin bei einem Auslandsaufenthalt den Fuß gebrochen hatte.



Gemeng Suessem Helleft asbl unterstützt Schulen
auf den Kapverden.



Heute ging es also um ein humanitäres Hilfsprojekt auf den Kapverden, genauer gesagt, um die Verbesserung der Einrichtungen von Grundschulen in der Gemeinde São Filipe auf der Insel Fogo.

Präsident der asbl „Gemeng Suessem Hellef“ Jos Piscitelli (LSAP) gab sodann weiterführende Erläuterungen zu dem Projekt. In mehreren Schulen werden Sanitäranlagen errichtet, Stromleitungen verlegt und Computer-Säle eingerichtet. Hiermit wird tausenden von Kindern und Lehrkräften geholfen. Zusätzlich informierte er die Gemeinderäte, dass ein zweites Projekt in Ausarbeitung sei. Bei dem heutigen Unterstützungsprojekt hat man bereits die schriftliche Zusage zur Mitfinanzierung des Kooperationsministeriums erhalten, das sich mit maximal 106.000 Euro beteiligen wird.

Abschließend kündigte er für den 4. Juni eine Informationsversammlung für die breite Öffentlichkeit an, in der weitere Details des Hilfsprojektes vorgestellt werden sowie 2 Kapverden-Experten zugegen sein werden, die die Schwierigkeiten und Bedürfnisse der Inseln aufzeigen werden und für eine Fragerunde zur Verfügung stehen. Die finanzielle Hilfe wurde danach einstimmig bewilligt.

Im Rahmen der Änderungen des großherzoglichen Reglements bezüglich des politischen Urlaubs für Schöffen- und Gemeinderäte (als letztes im Jahre 2009), wurde die Verordnung in diesem Mai nochmals angepasst. Diesmal betrifft es die Vertreter in den Gemeindesyndikaten. Nach erfolgreichen Verhandlungen zwischen der Syvicol (Syndicat des Villes et Communes luxembourgeoises) und der Regierung erhalten die Gemeindevorsteher zusätzlich 9 Urlaubsstunden. Die 10 Räte der Majorität sind in den jeweiligen Gemeindesyndikaten vertreten und um diese Stunden gerecht aufzuteilen, verzichtet der Bürgermeister auf seine Stunde, da er für sein Amt ganz freigestellt ist. Somit erhält jeder Gemeinderepräsentant der Majoritätsparteien¹ zusätzliche Stunde für seine Arbeit im Syndikat.

Schon länger gibt es Überlegungen und Arbeiten um ein regionales Touristenbüro zu gründen. Somit könnten Finanzmittel einzelner Touristenverbände und weiterer betroffenen Akteuren gebündelt und eine professionelle Struktur geschaffen werden um die Region des Südens attraktiver für Touristen zu gestalten. Die Gemeinde hat im zukünftigen ORT (Office Régional du Tourisme) Sud ein Mitspracherecht, muss verständlicherweise auch mitfinanzieren. Anschließend wurde Schöffe Marco Goelhausen (LSAP)

als Delegierter der Gemeinde Sanem ernannt. Einenstellvertretenden Delegierten wird in der nächsten Sitzung gestimmt.

Danach wurden zwei provisorische Verkehrsverordnungen einstimmig gutgeheißen.

ZUSÄTZLICHES PERSONAL FÜR DAS NEUE PFLEGE- UND ALtenheim REWA

Wegen zusätzlich anfallenden Arbeiten und benötigter höherer Qualifikation werden 2 vorgesehene administrative Posten im REWA von der niedrigeren PA7-Karrierelaufbahn in die PA5-Karrierelaufbahn angehoben.

Abschließend wurden in geheimer Sitzung 4 Personalentscheidungen getroffen, die das neue Pflege- und Altenheim REWA (Résidence „Op der Waassertrap“) in Belval-Nord betrafen.

Die Damen Tammy Hoffmann-Michels und Simone Schlesser-Emeringer wurden auf administrative Posten gestimmt, sowie die Herren Loïc Schuler als zusätzlicher Verantwortlicher des „Département Assistance et Soins“ und Nicolas Dondelinger als neuer Verantwortlicher für das „Département Hôtelier“ zurückbehalten.

Die Regionaldirektion der Polizei – Service Prévention informiert:

EINBRUCH:

Ein Einbruch in den eigenen vier Wänden bedeutet für viele Menschen, ob jung oder alt, einen großen Schock. Dabei machen den Betroffenen die Verletzung der Privatsphäre, das verloren gegangene Sicherheitsgefühl oder auch schwer wiegende psychische Folgen, die nach einem Einbruch auftreten können, häufig mehr zu schaffen als der rein materielle Schaden.

Dass man sich davor schützen kann, zeigt die Erfahrung der Polizei. Über ein Drittel der Einbrüche bleibt im Versuchsstadium stecken, nicht zuletzt wegen sicherungstechnischer Einrichtungen.

Ratschläge über mechanische beziehungsweise elektronische Absicherung erteilt die Beratungsstelle der Police Grand-Ducal unter der Nummer **4997-2333**.

Lassen Sie sich dort von Fachleuten kostenlos und neutral über Sicherungsmaßnahmen beraten, die aus Sicht der Polizei für Ihr Haus, oder Ihre Wohnung empfehlenswert sind.

Jedoch kann man auch bereits durch einfache Verhaltensweisen, präventiv einem Einbruch oder Einbruchversuch entgegenwirken, dies mit einigen **Verhaltens-tipps**:

- Sichtbarkeit verbessert die Sicherheit: Bepflanzungen rund um das Haus sind so anzulegen, dass sie vom Einbrecher nicht als Sichtschutz genutzt werden können. Sorgen Sie für einen regelmäßigen Pflanzenschnitt.
- Lassen Sie keine Einstiegshilfen (zum Bsp. Leitern) um Ihr Haus herumliegen.
- Außensteckdosen spenden Ihnen zwar Strom, aber auch dem Einbrecher mit seinem Elektrowerkzeug. Steuern Sie diese Steckdosen über einen Schalter, der sich im Innern des Hauses befindet.
- Schließen Sie Fenster, Balkon- und Terrassentüren, sowie auch Ihr Garagentor, auch bei sehr kurzer Abwesenheit.
- Bei Abwesenheit, ziehen Sie die Tür nicht einfach nur ins Schloss, sondern schließen Sie richtig ab.

- Verstecken Sie Ihren Wohnungsschlüssel niemals draußen: der Einbrecher kennt sicher auch Ihr Versteck.
- Lassen Sie niemals den Schlüssel innen an einer Außentür mit Glasfüllung stecken.
- Gekippte Fenster sind offene Fenster und vom Einbrecher einfach zu öffnen.
- Lassen Sie weder größere Bargeldsummen, noch wertvollen Schmuck offen herumliegen. Bewahren Sie sie, wenn möglich, in einem eingebauten Tresor auf.
- Öffnen Sie auf Klingeln nicht bedenkenlos und zeigen Sie gegenüber Fremden ein gesundes Misstrauen. Nutzen Sie Türspion und Sperrbügel.
- Der Nachbar - ihr bester Freund!

Gute nachbarschaftliche Kontakte sind nicht nur eine angenehme Kommunikationsform die zur Aufmerksamkeit und zur Mitverantwortung führt sondern auch eine effiziente Vorbeugungsmöglichkeit. Wenn Sie verreist sind kann der Nachbar Ihren Briefkasten leeren, oder z. Bsp. Ihre Mülltonne benutzen und einholen, Licht bei Ihnen zeitweilig einschalten, sowie auch Ihre Rollläden regelmäßig schließen und öffnen.

Nachbarschaftshilfe ist wichtig und beruht auf Gegen-seitigkeit.

Wenn Sie verdächtige Personen, die zum Beispiel die Umgebend observieren, oder verdächtige Fahrzeuge in Ihrer Straße oder in Ihrer Wohngegend bemerken, dann benachrichtigen Sie sofort die Polizei: **Notruf 113**.

Da jetzt auch wieder die große Ferienzeit bevor steht, sollte des weiteren gewusst sein, dass die Polizei wacht, auch wenn Sie in Ferien sind.

Teilen Sie ihrem Proximitätskommissariat Ihre Abwesenheit mit.

Wenn Sie uns Ihre Adresse und den Namen einer Kontaktperson hinterlassen, werden wir regelmäßig, bei Tag oder Nacht, bei Ihnen vorbeifahren und nach dem Rechten sehen.



Commune de Sanem